

Histoire

CHAPITRE 6 – La France de la Troisième République (1870-1914)

Cours 1 p. 172 : Les débuts difficiles de la République (1870-1879)

A p. 172 : « L'année terrible » (1870-1871)

a. Un régime né de la guerre

En juillet 1870, la France entre en guerre contre la Prusse. Après la défaite de Sedan le 2 septembre et la capture de l'empereur, la République est proclamée le 4 septembre par Léon Gambetta. Un gouvernement provisoire, dit « de la Défense nationale », est formé, alors que le tiers Nord-Est du pays est occupé [**doc. 1**]. Paris subit un siège à partir du 19 septembre, aggravé par un hiver rigoureux. Le 28 janvier 1871, l'**armistice** est signé avec Bismarck, à la tête d'un État allemand unifié proclamé dix jours plus tôt à Versailles.

b. Une république aux mains des monarchistes

Il Les élections du 8 février 1871 donnent une très large majorité à la droite royaliste. Ce résultat s'explique par le souhait d'une paix rapide, alors que les républicains voulaient continuer la guerre. De plus, les campagnes sont méfiantes envers la République. Adolphe Thiers, **orléaniste**, est nommé chef de l'exécutif. Le 10 mars 1871, l'Assemblée nationale s'installe à Versailles.

c. Une guerre civile : la Commune de Paris (mars-mai 1871)

Le 18 mars, la Commune de Paris entre en rébellion contre le gouvernement versaillais. Elle veut défendre une république démocratique et sociale. Mais elle est assiégée, puis écrasée lors de la Semaine sanglante, du 21 au 28 mai. Des milliers de personnes sont exécutées, emprisonnées ou déportées en Nouvelle-Calédonie comme Louise Michel. D'autres communes en France sont rapidement réprimées.

B p. 173 : La défaite de la droite royaliste (1871-1879)

a. L'Ordre moral

Après la Commune, les républicains, menés par Léon Gambetta et Jules Ferry, rassurent l'électorat des campagnes avec un programme modéré. En 1872, Thiers pousse les orléanistes à se rallier à une république parlementaire. Il est renversé en 1873 par la droite royaliste, qui élit Mac-Mahon, un **légitimiste**, président de la République et qui soutient l'**Ordre moral**.

b. Les lois constitutionnelles de 1875

Mais la restauration échoue, à cause des divisions des royalistes. Le comte de Chambord refuse d'adopter le drapeau tricolore des orléanistes. Ces derniers suivent alors Thiers pour élaborer avec les républicains les lois constitutionnelles de 1875 [doc. 2]. Ces lois mettent en place un **régime parlementaire** dans lequel le président dispose de larges pouvoirs. Elles restent floues sur la forme du régime : le terme de « République » n'apparaît qu'avec l'**amendement Wallon** (→ **Repères**).

c. La crise du 16 mai

Le président Mac-Mahon est contraint de gouverner avec les républicains, majoritaires à la Chambre des députés depuis les élections de 1876. Le 16 mai 1877, il dissout la Chambre en espérant une nouvelle majorité royaliste. Mais les républicains remportent de nouveau les élections législatives d'octobre 1877 et conquièrent le Sénat en janvier 1879, ce qui entraîne la démission de Mac-Mahon.

La crise du 16 mai 1877 a d'importantes conséquences sur le fonctionnement de la Troisième République. Le nouveau président de la République, Jules Grévy, renonce

à utiliser le droit de dissolution de la Chambre des députés, fondant ainsi un **régime d'assemblée**.

Cours 2 p. 174 : L'enracinement de la République (1879-1914)

A p. 174 : La culture républicaine

a. Une démocratie libérale et laïque

Arrivés au pouvoir en 1879, les républicains mettent en place une démocratie libérale. Elle est fondée sur les libertés fondamentales héritées de 1789 [**doc. 1**], et sur le suffrage universel masculin et l'idéal d'égalité hérités de 1848.

Après avoir combattu le **cléricalisme** de la droite royaliste, les républicains mettent en application la **laïcité**. Elle concerne d'abord l'école primaire (lois Ferry 1881-1882), mais aussi d'autres domaines : le divorce est autorisé (1884), les emblèmes religieux sont retirés des lieux publics. Le processus est achevé en 1905 par la loi de séparation des Églises et de l'État.

b. La diffusion d'une imagerie républicaine

Des symboles, souvent hérités de la Révolution française, sont diffusés dans l'espace public. Marianne, coiffée d'un bonnet phrygien, est l'allégorie de la République. La devise « Liberté – Égalité – Fraternité » est gravée sur tous les bâtiments publics. La *Marseillaise* devient l'hymne national (1879) et le 14 Juillet la fête nationale (1880). Avec les funérailles de Victor Hugo en 1885, le Panthéon s'impose comme le temple de la République.

c. L'apprentissage de la citoyenneté

L'école primaire forme les futurs citoyens, en leur faisant aimer la patrie et la République. Elle promet aussi la promotion sociale par le mérite, mais celle-ci n'est

pas toujours une réalité. L'enseignement secondaire reste en effet payant et réservé à la bourgeoisie.

En 1889, le service militaire, d'une durée de deux ans, devient obligatoire pour tous les jeunes hommes d'une classe d'âge, sans exemption possible. L'armée contribue ainsi à diffuser dans toute la société les valeurs républicaines.

B p. 175 : Limites et contestations

a. Les exclus

Les femmes restent privées du droit de vote, malgré le combat des féministes, comme Hubertine Auclert, pour un suffrage véritablement universel. Les colonisés n'accèdent pas à la citoyenneté, malgré l'idéal d'assimilation qui est théoriquement celui de la République (→ chapitre 7). Les ouvriers sont mal intégrés à cette république bourgeoise qui fait peu de réformes sociales. Ils s'organisent autour de syndicats, autorisés en 1884.

b. Les adversaires

Les anarchistes cherchent à détruire l'État, d'abord par le terrorisme dans les années 1890, puis par le **syndicalisme révolutionnaire**, avec la création de la **CGT** en 1895. Les socialistes appellent les ouvriers à combattre la République bourgeoise. Ils progressent aux élections à partir de 1893 et parviennent à s'unir dans la **SFIO** en 1905.

L'**antiparlementarisme** est alimenté par plusieurs scandales. Il est utilisé par le **boulangisme** pour contester le régime. C'est la naissance d'une extrême droite nationaliste, antisémite et xénophobe.

c. L'affaire Dreyfus

Accusé à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne, le capitaine Dreyfus est condamné en 1894. Ce juif alsacien est désigné comme coupable par la presse « antidreyfusarde », ce qui révèle la puissance de l'extrême droite antisémite. La plupart des socialistes refusent au départ de soutenir un « bourgeois ». Mais les

« dreyfusards » comme Émile Zola et Jean Jaurès parviennent à mobiliser la gauche en 1898-1899 pour défendre les droits d'un innocent. [**doc. 2**]

Une large partie de la gauche se rassemble dans le ministère de « Défense républicaine », formé en 1899 par Waldeck-Rousseau. Le régime a surmonté la crise et les socialistes s'orientent, avec Jaurès, vers une opposition parlementaire mieux intégrée à la République.

Cours 3 p. 176 : La société française (1870-1914)

A p. 176 : Une France qui change

a. De la Grande Dépression à la Belle Époque

De 1873 à 1896, la France subit une crise économique mondiale, appelée « la Grande Dépression », marquée par la **déflation**. L'agriculture française est confrontée à la production des « pays neufs » comme le Canada ou l'Argentine. La concurrence pousse à la concentration des entreprises et au **protectionnisme**.

De 1896 à 1914, l'économie mondiale retrouve la croissance. Le début du XX^e siècle est une période de modernisation et de prospérité, perçue après la Première Guerre mondiale comme un âge d'or et appelée « la Belle Époque ».

b. Industrialisation et urbanisation

À partir des années 1870, de nouvelles industries émergent (chimie, automobile, aéronautique), grâce aux innovations techniques (électricité, pétrole). Cette seconde industrialisation entraîne la multiplication des usines, où des ouvriers non qualifiés travaillent sur des machines. Ils viennent des campagnes, où commence l'**exode rural**, et des pays voisins comme la Belgique et l'Italie.

La population rurale reste majoritaire en 1914 (55 %), mais elle recule [**doc. 1**]. Des villes naissent autour des usines, comme Le Creusot autour de l'entreprise métallurgique Schneider. Des banlieues industrielles se développent autour des grandes villes.

c. Le tertiaire et les classes moyennes

Les entreprises ont un besoin croissant de **cols blancs**, ingénieurs et cadres.

L'administration recrute des fonctionnaires. Les emplois tertiaires se multiplient ainsi, notamment pour les femmes. La République promet l'ascension sociale, grâce à l'école, aux enfants des paysans et des ouvriers. **[doc. 2]**

Les classes moyennes se développent et la ville leur offre des possibilités de consommation et de loisir, avec les grands magasins, les expositions universelles ou le cinéma (1895).

B p. 177 : Quelle politique économique et sociale ?

a. Entre protection et modernisation

Les républicains savent qu'ils doivent enraciner le régime dans les campagnes, où se trouve la majorité de l'électorat. Gambetta crée en 1881 un ministère de l'Agriculture. Pour protéger les agriculteurs français, les tarifs douaniers sont augmentés en 1892. Ce **protectionnisme** retarde la modernisation, même si les investissements sont encouragés par la création du Crédit agricole en 1894.

Le **désenclavement** des campagnes est favorisé par les réseaux de transports. Avec le plan Freycinet, lancé en 1878-1879, l'État finance, en coopération avec les entreprises privées, le développement des voies ferrées et des canaux. La Troisième République encourage la modernisation technique et économique, mise en scène lors des expositions universelles de Paris en 1889 et 1900.

b. La question sociale

Le principal défi pour les gouvernements est le développement d'un **prolétariat** mal intégré à la République. Les syndicats et les partis socialistes comme le Parti ouvrier contestent le régime « bourgeois ». Le libéralisme pousse les républicains modérés à intervenir le moins possible dans le domaine économique et social. Ils s'en remettent au **paternalisme** des patrons, comme Schneider au Creusot, et ils répriment durement les grèves, comme à Fourmies en 1891.

Mais la nécessité d'une vraie réponse de l'État à la question sociale s'impose. Les **radicaux** prônent la redistribution sociale par l'impôt sur le revenu, adopté en 1914 après des années de débats. Ils poussent aussi à la création d'un ministère du

Travail (1906) et à l'adoption d'une législation sociale [**doc. 3**], pour améliorer la condition ouvrière et diminuer l'influence des socialistes.

Explorer 1 p. 182 : Comment la Commune fracture-t-elle la société française ?

La guerre civile à Paris

Les Communards s'opposent à la majorité monarchiste élue en février 1871, qui a installé l'Assemblée à Versailles. Ils veulent faire de Paris le laboratoire d'une république démocratique et sociale. Mais le gouvernement de Versailles, dirigé par Thiers, écrase la Commune lors de la Semaine sanglante (21-28 mai 1871). Les Communards incendient certains bâtiments pour retarder l'avancée de l'armée versaillaise. Les combats sont acharnés. De nombreux prisonniers sont victimes d'exécutions sommaires. Les autres sont jugés par des tribunaux militaires. Plusieurs milliers sont déportés en Nouvelle-Calédonie, comme Louise Michel.

Une opposition durable entre deux visions de la France

La société française est traumatisée par ces événements. Les Versaillais, favorables à la monarchie ou à une république conservatrice, déplorent les destructions commises à Paris et accusent les Communards de tous les maux. Les partisans de la Commune dénoncent une répression démesurée et continuent de prôner la révolution sociale.

Doc 1 p. 182 : La vision versaillaise

Le crime de lèse-nation ne se pardonne pas⁽¹⁾.

J'étais à Londres au moment où les journaux ont porté à l'Europe épouvantée la nouvelle de l'attentat sans nom commis par les bandits de la Commune contre Paris, c'est-à-dire contre la civilisation tout entière. [...]

On ne pouvait, on ne voulait pas croire que des hommes, quelles que fussent leurs opinions, leur degré de folie ou d'ivresse sauvage, pussent se livrer à de semblables forfaits. On disait que ces récits étaient exagérés, que l'épouvante surtout les dictait, et qu'il était impossible que le dix-neuvième siècle eût enfanté ces Érostrates⁽²⁾ furieux, ces monstres déchaînés dont Paris était la victime, et que les Parisiens laissaient être leurs bourreaux.

J'espérais moi-même, quoique je connusse de longue date [...] ces membres de l'*Internationale*, qui se sont abattus sur la France épuisée comme une proie sans défense ; j'espérais moi-même, quoi que je n'ignorasse pas le nombre de repris de justice que la Commune avait accueillis à bras ouverts [...]. J'espérais, dis-je, et cependant ce qui m'a surpris plus encore que ces monuments détruits, ces églises profanées, ces cadavres exposés, cette dévastation qui rappelle les ruines des cités légendaires, c'est l'insouciance que j'ai lue sur tant de visages, c'est le langage indifférent de certains hommes ; c'est surtout, je dois avoir le courage de le dire, ces mots de clémence et de pardon que quelques gens murmurent déjà et qu'un journal a déjà osé imprimer.

René de Pont-Jest, « Aux Parisiens », *Le Figaro*, 5 juin 1871.

(1) Apparaît en sous-titre.

(2) Incendiaire du temple d'Artémis à Éphèse (une des sept merveilles du monde) en 356 avant notre ère.

Doc 2 p. 183 : Louise Michel face à ses juges

M. le président : Vous avez entendu les faits dont on vous accuse ; qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

L'accusée : Je ne veux pas me défendre, je ne veux pas être défendue ; j'appartiens toute entière à la révolution sociale, et je déclare accepter la responsabilité de tous mes actes. [...] On me dit aussi que je suis complice de la Commune ! Assurément oui, puisque la Commune voulait avant tout la révolution sociale, et que la révolution sociale est le plus cher de mes vœux. [...] Nous n'avons jamais voulu que le triomphe de la Révolution. Je le jure par nos martyrs tombés sur le camp⁽¹⁾ de Satory, par nos martyrs que j'acclame encore si hautement, et qui un jour trouveront bien un vengeur. [...]

M. le président : Il paraît que vous portiez divers costumes sous la Commune.

L'accusée : J'étais vêtue comme d'habitude, j'ajoutais juste une ceinture rouge sur mes vêtements.

M. le président : N'avez-vous pas porté plusieurs fois un costume d'homme ?

L'accusée : Une seule fois, c'était le 18 mars ; je m'habillai en garde nationale pour ne pas attirer les regards [...].

M. le président : Accusée, avez-vous quelque chose à dire pour votre défense ?

L'accusée : Il faut me retrancher de la société. [...] Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame une part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance.

Compte rendu du premier procès tenu par le VI^e Conseil de guerre,

***La Gazette des tribunaux*, 16 décembre 1871.**

(1) Camp de Satory : camp militaire proche de Versailles où ont été exécutés des Communards prisonniers.

Explorer 2 p. 184 : Pourquoi enterre-t-on des personnes illustres au Panthéon ?

Une invention révolutionnaire (1791)

L'église Sainte-Geneviève est transformée en 1791 en édifice laïc pour accueillir les restes des grands hommes, comme Mirabeau et Voltaire. On lui donne le nom de « Panthéon », qui désignait dans l'Antiquité un temple dédié à tous les dieux, et on grave sur son fronton : « Aux grands hommes, la patrie reconnaissante. » En 1806, Napoléon Ier rend l'édifice au culte catholique, mais conserve la crypte comme mausolée des grands hommes.

Une décision républicaine (1885)

De 1815 à 1885, personne n'a les honneurs du Panthéon. Il est redevenu l'église Sainte-Geneviève de 1815 à 1830, puis de 1851 à 1885. L'émotion suscitée par la mort de Victor Hugo, le 22 mai 1885, permet au gouvernement républicain de recréer le Panthéon, pour y déposer la dépouille de l'écrivain. Le verbe panthéoniser, au départ ironique, est devenu aujourd'hui banal pour dire « transférer au Panthéon les restes d'une personnalité illustre ».

Doc 1 p. 184 : Le Panthéon retrouve sa destination

Le président de la République française [...]. Considérant que la France a le devoir de consacrer, par une sépulture nationale, la mémoire des grands hommes qui ont honoré la Patrie, et qu'il convient, à cet effet, de rendre le Panthéon à la destination que lui avait donnée la loi des 4-10 avril 1791,

Décrète :

Art. 1^{er} – Le Panthéon est rendu à sa destination primitive et légale. Les restes des grands hommes qui ont mérité la reconnaissance nationale y seront déposés.

Art. 2 – La disposition qui précède est applicable aux citoyens à qui une loi aura décerné des funérailles nationales. Un décret du président de la République ordonnera la transformation de leurs restes au Panthéon. [...]

Art. 4 – Les ministres de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, de l'Intérieur et des Finances seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Jules Grévy. *Journal officiel*, 27 mai 1885.

Doc 4 p. 185 : Un couple de scientifiques au Panthéon

Marcellin (1827-1907) et Sophie (1837-1907) Berthelot sont deux chimistes.

Marcellin a été ministre de l'Instruction publique (1886-1887), puis des Affaires étrangères (1895-1896). Les deux époux meurent le 18 mars 1907. Des funérailles nationales au Panthéon sont décidées pour Marcellin le 20 mars ; quatre jours plus tard, à la demande de la famille, une disposition similaire est prise pour Sophie.

Le savant illustre, le grand Français que nous pleurons, fut un de ces hommes prodigieux qui honorent tous les pays et tous les temps. Il considérait que nul citoyen ne doit se désintéresser des affaires de la cité, et c'est pourquoi sa vie fut si multiple, pourquoi son activité s'exerça dans les directions les plus diverses. [...]

M^{me} Berthelot avait toutes les qualités rares qui permettent à une femme belle, gracieuse, douce, aimable et cultivée d'être associée aux préoccupations, aux rêves et aux travaux d'un homme de génie. Elle vécut avec Berthelot dans une communauté de sentiments et de pensées qui les groupa en un couple parfait où n'auraient tressailli qu'un même cœur et brillé qu'un seul esprit. [...]

Vous avez connu les détails pathétiques de cette mort. Elle a été d'une beauté noble et touchante. La compagne dévouée de sa vie s'en allant, Berthelot ne put lui survivre et, pour la première fois, sa volonté renonce à commander aux forces de la nature qui se brisent en lui. Il consent à mourir.

**Discours d'Aristide Briand aux funérailles de Marcellin et Sophie Berthelot,
dans *Revue internationale de l'enseignement*, n° 53, 1907.**

Explorer 3 p. 186 : Comment l'école fait-elle aimer la République ?

Enraciner les valeurs de la République

Les lois Ferry de 1881-1882 rendent l'enseignement primaire obligatoire, gratuit et laïque pour les filles et les garçons de 6 à 13 ans. Les enfants apprennent à maîtriser le français, notamment ceux qui ont une autre langue maternelle (breton, basque...). Les cours d'histoire, de géographie, d'instruction civique contribuent à leur faire aimer la patrie, identifiée à la République. Le patriotisme pousse à entretenir le souvenir des « provinces perdues », l'Alsace et la Lorraine (Moselle), annexées en 1871 par l'Allemagne. Des bataillons scolaires sont organisés dans les écoles publiques à partir de 1882. En initiant les enfants, à partir de 12 ans, aux pratiques militaires, ils préparent la revanche.

Explorer 4 p. 187 : Comment l'armée fait-elle aimer la République ?

p. 147 :

Une armée républicaine

Si les écoliers ressemblent parfois à des soldats, l'armée apparaît comme une école de la République. Elle a bien sûr un rôle militaire : tirant les leçons de la défaite de 1871, elle doit se moderniser. Mais elle a aussi une fonction politique : unir les jeunes Français de tous les milieux sociaux autour du drapeau de la patrie et de la devise de la République.

Le service militaire universel

C'est pourquoi la III^e République veut mieux appliquer le principe de la conscription. Les jeunes en âge de faire leur service militaire sont tirés au sort ; mais ceux qui tirent un « mauvais numéro » peuvent échapper au service en payant un remplaçant. Ce système inégalitaire est supprimé en 1889 : le service militaire devient alors universel, c'est-à-dire obligatoire pour tous pendant deux ans.

Doc 1 p. 187 : « L'armée, école démocratique et républicaine »

Jean Jaurès (1859-1914), le plus jeune député de France élu en 1885, est alors un républicain modéré, avant de devenir le leader des socialistes.

En même temps qu'il est une grande école patriotique, le régiment⁽¹⁾ est une grande école démocratique et républicaine. D'abord, les hommes du peuple, ouvriers ou paysans, quand ils sont conservateurs, le sont surtout à raison des influences sociales qui les dominent et les enveloppent ; tel gros propriétaire réactionnaire les fait travailler de temps en temps ; sans trop réfléchir, ils votent à sa suite ; au régiment, ce cercle étroit qui les enserrait se brise, ils sont entrés dans la grande famille française, où il n'y a d'autres maîtres que l'honneur et la loi.

Le monde de l'armée, ardent et jeune, ignore la puissance sottise des écus, il est soumis non à la hiérarchie de la fortune, mais à la hiérarchie du mérite. [...] De plus, les soldats causent beaucoup entre eux ; et quels sont ceux qui causent le plus parce qu'ils tiennent le plus à leurs idées ? Ce sont les républicains. Les conservateurs, quand ils sont du peuple, sont conservateurs par inertie, et l'inertie est muette ; les nôtres ont la foi au cœur, et cette foi exubérante et passionnée se répand et se communique. [...] Voilà comment l'idée républicaine passe d'homme en homme à travers l'armée, comme un courant électrique qui suit les anneaux d'une chaîne.

Jean Jaurès, « En revenant du régiment », *La Dépêche*, 1887.

(1) Régiment : unité commandée par un colonel. Le terme désigne par extension l'armée, le service militaire.

Explorer 5 p. 188 : En quoi la loi de 1905 est-elle une loi de compromis ?

Des tensions entre la République et l'Église catholique

Malgré l'appel du pape Léon XIII au ralliement à la République (1892), de nombreux catholiques français restent monarchistes. Leur hostilité à la République est accentuée par la politique anticléricale du gouvernement d'Émile Combes (1902) et par l'intransigeance du nouveau pape Pie X (1903). Ce dernier s'oppose au projet de séparer l'Église et l'État en rompant le Concordat de 1801 (→ chapitre 2, p. 59).

La recherche d'un compromis

Le projet de loi préparé par le gouvernement Combes veut affaiblir l'Église catholique, perçue comme une menace pour la République. Il inquiète les catholiques mais aussi les libres penseurs, les juifs et les protestants. Après le départ de Combes, Aristide Briand reprend et transforme le projet pour trouver un compromis. La loi de séparation des Églises et de l'État est finalement adoptée en 1905.

Doc 1 p. 188 : Une loi de combat contre l'Église

Mais nous, quelle est la séparation que nous voulons ? Ce ne peut être que celle qui amènera la diminution de la malfaisance de l'Église et des religions. [...]

Aussi, qu'est-ce que je demande à la gauche ? Je lui demande [...] de décider que l'Église, danger politique et danger social, doit être combattue de toutes les façons, et je m'étonne qu'au moment où nous entreprenons contre l'Église le combat décisif, on nous demande de déposer les armes et d'offrir à l'Église un projet dit libéral, tel qu'elle-même n'aurait jamais osé le souhaiter. [...] Mais après l'avoir examiné, j'établirai et je prouverai que ce projet dit libéral n'est en somme qu'un nouveau régime de privilège que l'on nous demande d'instituer en faveur de l'Église. [...]

Je ne vous dissimule pas que tout mon contre-projet tend à ce que la religion devienne la chose anormale et à ce que l'areligion (avec un a privatif) devienne la chose normale. Je ne vous cache pas que mon contre-projet tend à déchristianiser le pays (*vives réclamations à droite*). [...]

Je crois, Messieurs, que le christianisme est un obstacle permanent au développement social de la République et à tout progrès vers la civilisation (*applaudissements à l'extrême gauche*).

Maurice Allard, député socialiste du Var, Discours à la Chambre des députés,

10 avril 1905.

Doc 2 p. 188: Une loi « acceptable par l'Église »

La loi que nous avons faite [...], c'est bien une loi de liberté qui fera honneur à la République. [...] Dans ce pays où des millions de catholiques pratiquent leur religion — les uns par conviction réelle, d'autres par habitude, par tradition de famille —, il était impossible d'envisager une séparation qu'ils ne puissent accepter. Ce mot a paru extraordinaire à beaucoup de républicains, qui se sont émus de nous voir préoccupés de rendre la loi acceptable par l'Église. [...]

Outre qu'on ne fait pas une réforme contre une aussi notable portion du pays, je vous demande s'il ne serait pas imprudent de provoquer par des vexations inutiles tant d'autres citoyens, aujourd'hui indifférents en matière religieuse, mais qui demain ne manqueraient pas de se passionner pour l'Église s'ils pouvaient supposer que la loi veut leur faire violence. [...]

Eh bien ! Je dis que, telle que nous l'avons conçue, telle que nous l'avons réalisée, laissant aux catholiques, aux protestants, aux israélites ce qui est à eux, leur accordant la jouissance gratuite et indéfinie des églises, leur offrant la pleine liberté d'exercer leurs cultes sans autres limites que le respect de l'ordre public, [...] une telle réforme pourra affronter, sans péril pour la République, les critiques de ses adversaires ! La loi que nous aurons faite ainsi sera une loi de bon sens et d'équité.

Aristide Briand, Discours à la Chambre des députés, 3 juillet 1905.

Doc 4 p. 189 : La loi du 9 décembre 1905

Article 1 – La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Article 2 – La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que les lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons. [...]

Article 26 – Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte. [...]

Article 32 – Seront punis des mêmes peines⁽¹⁾ ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

Loi de séparation des Églises et de l'État, 9 décembre 1905.

(1) Amende de seize francs à deux cents francs et emprisonnement de six jours à deux mois.

Explorer 6 p. 190 : Par qui la République libérale est-elle contestée ?

Les boulangistes p. 191 :

Un général entré en politique

Le général Boulanger commence sa carrière politique comme ministre de la Guerre en 1886. Il est populaire pour ses réformes visant à améliorer le quotidien des soldats. Lors d'un incident de frontière avec l'Allemagne en 1887, il défend une position très agressive, qui pousse le gouvernement à le muter, puis à le mettre à la retraite. Le « général Revanche » fonde alors un mouvement politique qui réclame un régime plus fort face à l'Allemagne.

Un mouvement nationaliste et populiste

Boulanger rassemble autour de lui tous les opposants à la République libérale et parlementaire, venus de la droite monarchiste comme de la gauche radicale ou socialiste. Il fait campagne en se présentant à toutes les élections partielles, sur un programme nationaliste et populiste. Il est élu à Paris en 1889, mais le mouvement s'étiole face à la fermeté du gouvernement républicain. Pour échapper aux poursuites judiciaires, il se réfugie en 1889 à Bruxelles, où il se suicide en 1891.

Doc 1 p. 191 : Le programme politique du boulangisme

La France est lasse jusqu'au dégoût de ce régime qui n'est qu'agitation dans le vide, désordre, corruption, mensonge et stérilité. Il faut le réformer, et on le réformera en modifiant de fond en comble l'assiette du pouvoir. [...]

L'expérience a démontré que la responsabilité des ministres devant la Chambre équivaut à l'absorption du pouvoir exécutif par le pouvoir législatif, et à l'avilissement du premier. La Chambre doit légiférer, elle ne doit pas gouverner. [...] Dans une démocratie, les institutions doivent se rapprocher autant que possible du gouvernement direct. Il est juste et bon qu'on interroge le peuple par voie directe chaque fois que s'élèveront de graves conflits d'opinions qu'il peut seul résoudre. C'est pourquoi je pense qu'il est indispensable d'introduire dans notre Constitution le référendum. [...] Je crois qu'un gouvernement fondé sur des institutions ainsi renouvelées ouvrirait dans la République une ère de paix et d'ordre, de travail et de crédit, d'harmonie et de réconciliation que le régime parlementaire ne peut même pas essayer de réaliser.

Georges Boulanger, Discours à la Chambre des députés, 4 juin 1888.

Les anarchistes p. 192

La liberté contre l'État

Comme les socialistes, les anarchistes (appelés aussi « libertaires ») veulent défendre les ouvriers contre l'oppression capitaliste. Mais pour eux, l'État est par définition oppresseur de la liberté individuelle : le pouvoir doit donc venir d'en bas et non d'en haut. La propriété doit revenir non à l'État (comme chez les marxistes), mais à des coopératives autogérées et fédérées librement.

Violence et répression

Les anarchistes prônent la « propagande par le fait », c'est-à-dire l'action spectaculaire et violente. Ils multiplient les attentats contre les symboles du capitalisme et de la République bourgeoise. Une bombe est jetée dans la Chambre des députés en 1893 et le président de la République est assassiné en 1894 par Caserio. Le gouvernement répond par des lois très répressives, dénoncées par la gauche comme des « lois scélérates ».

Doc 1 p. 192 : Qu'est-ce que l'anarchisme ?

Ce qu'est l'anarchie, ce que sont les anarchistes, nous allons le dire : les anarchistes, messieurs, sont des citoyens qui, dans un siècle où l'on prêche partout la liberté des opinions, ont cru de leur devoir de se recommander de la liberté illimitée. [...]

Nous voulons la liberté, et nous croyons son existence incompatible avec l'existence d'un pouvoir quelconque, quelles que soient son origine et sa forme, qu'il soit élu ou imposé, monarchique ou républicain, qu'il s'inspire du droit divin ou du droit populaire, de la Sainte-Ampoule⁽¹⁾ ou du suffrage universel.

C'est que l'histoire est là pour nous apprendre que tous les gouvernements se ressemblent et se valent. Les meilleurs sont les pires. Plus de cynisme chez les uns, plus d'hypocrisie chez les autres ! [...]

Le mal, en d'autres termes, aux yeux des anarchistes, ne réside pas dans telle forme de gouvernement plutôt que dans telle autre. Il est dans l'idée gouvernementale elle-même ; il est dans le principe d'autorité. [...]

Nous croyons, nous, que le capital, patrimoine commun de l'humanité, puisqu'il est le fruit de la collaboration des générations passées et des générations contemporaines, doit être à la disposition de tous, de telle sorte que nul ne puisse en être exclu ; que personne, en revanche, ne puisse accaparer une part au détriment du reste.

**Déclaration des prévenus au procès des anarchistes de Lyon,
tribunal correctionnel de Lyon, 19 janvier 1883.**

(1) Fiole contenant une huile utilisée pour sacrer les rois.

Les guesdistes p. 193 :

Le Parti ouvrier français

Journaliste favorable à la Commune, Jules Guesde vit en exil de 1871 à 1876.

Rentré en France, il participe à la création du premier parti socialiste en 1879, qui rassemble plusieurs tendances. Puis il crée en 1882 le Parti ouvrier, devenu Parti ouvrier français en 1893. Il en a écrit le programme à Londres avec Karl Marx et le gendre de celui-ci, Paul Lafargue, qui devient son bras droit.

Le marxisme contre la République bourgeoise

Le parti guesdiste applique strictement le marxisme. Il entend rassembler les prolétaires pour préparer la révolution qui renversera le capitalisme. Il joue le jeu des élections pour faire connaître son programme, mais dénonce les socialistes « réformistes » prêts à coopérer avec la bourgeoisie.

Doc 1 p. 193 : Le programme du Parti ouvrier

Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production [...]

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat y compris le suffrage universel transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation ;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyens d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes : [...]

1° Abolition [...] de tous les articles du Code civil établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron et l'infériorité de la femme vis-à-vis de l'homme ; [...]

4° Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.

Jules Guesde et Paul Lafargue, Programme du Parti ouvrier, 1882.

Explorer 7 p. 194 : Comment Hubertine Auclert mène-t-elle la lutte pour le suffrage des femmes ?

Une féministe pour le droit de vote

Sous la III^e République, le suffrage « universel » reste masculin. L'exclusion des femmes repose sur des arguments sexistes (elles seraient naturellement inférieures aux hommes) et politiques (sous l'influence de l'Église, elles voteraient pour les monarchistes). Refusant cette exclusion, Hubertine Auclert crée un mouvement féministe — le suffragisme — qui milite pour le droit de vote des femmes.

Médiatiser la lutte

Hubertine Auclert fonde un journal en 1881 (*La Citoyenne*), puis un mouvement féministe en 1883 (le Suffrage des femmes). Elle multiplie les actions spectaculaires pour frapper l'opinion publique, comme l'attaque des bureaux de vote. Elle lance des pétitions pour appeler à la grève de l'impôt, puis réclamer les droits politiques pour les veuves et les célibataires. Elle veut aussi lier le combat des femmes à celui des autres catégories dominées : les ouvriers et les colonisés. Elle a vécu quelques années en Algérie et enquêté sur la condition des femmes arabes.

Doc 2 p. 194 : Le rejet d'une pétition d'Hubertine Auclert

Au mois d'août 1880, [Hubertine Auclert] demandait au conseil de préfecture de la décharger de ses contributions sous prétexte que, n'ayant aucune part aux affaires publiques, elle ne pouvait, par suite, exercer aucun droit de contrôle sur l'emploi des fonds qu'elle versait à l'État. [...]

Aujourd'hui, [...] avec une subtilité d'imagination que nous ne pouvons pas lui contester, la demoiselle Hubertine Auclert sollicite l'exercice des droits politiques pour les veuves et les célibataires dont les intérêts ne sont, dit-elle, représentés par personne. [...] Dès lors, il est facile de prévoir jusqu'où cette théorie peut conduire : la représentation des femmes dans nos grandes assemblées syndicales, financières, municipales ou législatives. La commission ne veut pas s'appesantir sur les graves inconvénients d'ordre moral ou physiologique qu'entraînerait une telle innovation. [...]

Pour nous, nous sommes convaincus, avec un de nos moralistes modernes, que si « les hommes font les lois, les femmes font les mœurs » et nous croyons que la femme a sa place marquée au sein du foyer domestique et que, fille, épouse, ou mère, son principal rôle, celui qui, loin de l'asservir, l'élève et la rend belle et chère à l'humanité, consiste précisément dans l'exercice des vertus privées à l'aide desquelles elle exerce dans la famille, et par suite, dans la société, une autorité réelle pour y faire régner l'harmonie et la paix.

**M. de Lévis-Mirepoix, rapporteur de la Commission de l'Assemblée nationale
chargée d'examiner la pétition d'Hubertine Auclert, 24 juin 1886.**

Doc 3 p. 195 : Une pensée féministe et socialiste

Citoyens, Citoyennes,

[...] Je viens, toute pénétrée d'estime pour cette grande assemblée, le premier des corps librement élus en France depuis tant de siècles, qui permette à une femme, non parce qu'elle est ouvrière, mais parce qu'elle est femme — c'est-à-dire exploitée —, esclave déléguée de neuf millions d'esclaves, de faire entendre les réclamations de la moitié déshéritée du genre humain. Écouter nos plaintes, c'est commencer à vouloir être juste. Admettre les femmes au milieu de vous, au même titre que les prolétaires, c'est faire avec elles un pacte d'alliance défensif et offensif contre nos communs oppresseurs. [...]

Si vous, prolétaires, vous voulez aussi conserver des privilèges, des privilèges de sexe, je vous le demande, quelle autorité avez-vous pour protester contre les privilèges des classes ? Que pouvez-vous reprocher aux gouvernants qui vous exploitent, si vous êtes partisans de laisser subsister dans l'espèce humaine des catégories de supérieurs et d'inférieurs ? [...]

Nous voulons pour les femmes, comme pour les hommes, voix délibérative dans la commune, dans l'État [...] : parce que les femmes comme les hommes, sont intéressées aux lois et règlements qui se font ; parce que les femmes payant des impôts ont autant de droits que les hommes d'exiger une bonne répartition de ces impôts, parce que dans une vraie République, il n'y a plus de privilégiés, il n'y a que des intéressés qui, se soumettant aux mêmes devoirs, doivent posséder les mêmes droits.

**Hubertine Auclert, Discours prononcé au congrès ouvrier socialiste
de Marseille, 1879.**

Explorer 8 p. 196 : Quelles réponses apporter à la question sociale ?

Un monde ouvrier à intégrer

À la fin du XIX^e siècle, les usines se multiplient en France : des ensembles industriels employant des milliers de salariés voient le jour, comme l'entreprise métallurgique Schneider au Creusot. Le mouvement ouvrier s'organise, pour exiger de meilleures conditions de vie et de travail, avec des partis socialistes et des syndicats, dont le moyen d'action principal est la grève. La question sociale est alors au centre des débats.

Le rôle de l'État

Les grèves sont souvent réprimées brutalement, comme à Fourmies en 1891. Certains cherchent à éviter les conflits par le paternalisme : l'entreprise est considérée comme une famille, le patron traite les ouvriers comme ses enfants, il leur accorde des avantages (logement, loisirs) en échange de leur obéissance. D'autres demandent à l'État des réformes sociales, pour améliorer la condition ouvrière et éviter une révolution socialiste.

Doc 1 p. 196 : Le paternalisme

Le journaliste Jules Huret interroge un contremaître des usines Schneider au Creusot.

Y a-t-il souvent des grèves ici ? [...] Des grèves, pour quoi faire ? On fait tout pour les ouvriers ici. [...] Pour les accidents, il y a une infirmerie gratuite, un chirurgien gratuit aussi, pour les opérations, parce que vous savez ici, les accidents ne sont pas rares, il y en a même tous les jours, plus ou moins ; pensez donc ! Sur des milliers d'ouvriers, il y en a toujours qui ne font pas attention.

Ils sont payés, les ouvriers, quand ils sont blessés ?

Oh, je crois bien, on leur donne un tiers de leur journée et les pharmacies pour rien. [...] M. Schneider fait bien les choses, c'est un brave homme qui a le cœur sur la main ; il est député d'ailleurs, conseiller général et maire du Creusot, ce qui prouve bien qu'on connaît son bon cœur.

On a une retraite aussi ?

Et c'est la compagnie qui paye, s'il vous plaît ! On ne retient pas un sou sur nos journées, comme on fait dans presque toutes les usines. [...] D'ailleurs, ils ne se plaignent pas, encore bien contents, allez, de trouver de l'ouvrage jusqu'à 60 ou 65 ans. Qu'est-ce que vous voulez qu'ils demandent de plus, du moment qu'ils peuvent élever leurs enfants et qu'ils sont à peu près sûrs d'avoir du pain jusqu'à la fin de leurs jours. Ça n'est-il pas le bonheur pour un ouvrier ?

Jules Huret, Enquête sur la question sociale en Europe, Perrin, 1897.

Doc 3 p. 197 : Le dialogue

Sommes-nous bien sûrs d'avoir fait tout ce qu'il fallait pour éviter les conflits, de nous être préoccupés comme nous l'aurions dû des questions si graves et si aiguës que soulève l'état social actuel, d'avoir eu toujours présentes devant nous les questions si troublantes, si impérieusement urgentes, que la vie pose quotidiennement pour tant d'hommes qui n'ont eu d'autre tort que de naître ? [...] Assurément non ! [...]

Mais, encore une fois, il y a disproportion monstrueuse entre l'attaque et la répression ; il y a quelque part, sur le pavé de Fourmies, une tache de sang innocent qu'il faut laver à tout prix ! [...]

Oh ! je ne viens pas apporter ici des paroles de haine ; je dis que le fait capital de la politique actuelle, c'est l'inévitable révolution qui se prépare. C'est l'organisation de ce quatrième État, dont je parlais tout à l'heure. Il faut en prendre votre parti ; ce quatrième État, vous devez ou bien le recevoir par la violence, ou bien l'accueillir à bras ouverts. (*Très bien ! Très bien ! à gauche*).

Georges Clemenceau, Discours à la Chambre des députés, 8 mai 1891.

Explorer 9 p. 198 : Comment les ouvriers sont-ils vus par la Troisième République ?

Un monde inquiétant

En 1911, les ouvriers constituent 30 % de la population active. L'industrialisation a fait naître un nouveau paysage urbain. Dans les grandes agglomérations, les ouvriers habitent les quartiers déshérités du centre ou les banlieues « rouges ».

Ce monde ouvrier fait peur et il n'est pas un thème habituel pour les peintres. Il est pourtant choisi par Jules Adler, surnommé « le peintre des humbles ». Proche des radicaux et dreyfusard, il voyage dans les villes ouvrières et dépeint notamment les quartiers populaires parisiens, comme celui de la place de la République.

Explorer 10 p. 199 : Comment les paysans sont-ils vus par la Troisième République ?

Un monde rassurant

La France reste majoritairement rurale à la fin du XIX^e siècle. Plus de six Français sur dix vivent à la campagne dans les années 1880. Cette France paysanne, qui se modernise très lentement, est considérée par les républicains comme une base du régime. Ce tableau exposé au Salon de 1882 est immédiatement acheté par l'État, parce qu'il offre une image rassurante des campagnes. Léon-Augustin Lhermitte peint les paysans de sa région natale, près de Château-Thierry (Aisne). Dans une grande exploitation céréalière, le fermier paie les ouvriers agricoles qui viennent de faire la moisson.

Explorer 11 p. 200 : Que célèbre-t-on lors de l'Exposition universelle de 1889 ?

Des vitrines de la modernité

La première exposition universelle, organisée à Londres en 1851, remporte un franc succès. Les expositions se multiplient ensuite, les États occidentaux rivalisant entre eux pour afficher leurs réalisations scientifiques et techniques. Chaque pays dispose d'un pavillon et l'exposition ressemble à un parc d'attractions, où le public découvre les merveilles de la modernité.

L'exposition de Paris en 1889

L'exposition universelle organisée à Paris en 1889 coïncide avec le centenaire de la Révolution française. Les spectateurs peuvent y admirer une reconstitution de la Bastille et surtout la tour de 300 mètres de hauteur construite par l'ingénieur Gustave Eiffel. Cette prouesse technique entend montrer au monde entier ce dont la République française est capable.

Doc 1 p. 200 : Le centenaire de 1789

Aujourd'hui nous venons contempler dans son éclat et dans sa splendeur l'œuvre enfantée par ce siècle de labeur et de progrès. Nous venons saluer les travailleurs du monde entier qui ont apporté ici le fruit de leurs efforts et les productions de leur génie. [...] Nous venons souhaiter la bienvenue aux visiteurs qui, déjà de tous les points de l'horizon, en deçà ou au-delà des frontières, arrivent, sans compter les distances, pour prendre part à nos fêtes. [...] Notre chère France est digne d'attirer à elle l'élite des peuples. Elle a le droit d'être fière d'elle-même, et de célébrer, la tête haute, le centenaire économique comme le centenaire politique de 1789. [...]

Elle a trouvé dans ses institutions la force de vivifier le travail, de ranimer l'activité du commerce et de l'industrie, de rendre courage à l'agriculture atteinte par de redoutables fléaux. [...] On ne saurait mieux le faire que par cet admirable concours de peuples, qui, venus de toutes les parties du monde, se donnent rendez-vous pour rassembler les merveilles de l'industrie et les splendeurs de l'art de notre époque.

**Sadi Carnot, président de la République, Discours pour l'ouverture
de l'Exposition universelle, 6 mai 1889.**

Explorer 12 p. 201 : Quelle est la situation des étrangers dans la France de la fin du XIX^e siècle ?

La France, un pays d'immigration

Au XIX^e siècle, contrairement à ses voisins, la France est un pays d'immigration et non d'émigration. Ceci s'explique par sa faible croissance démographique et son besoin de main-d'œuvre dans l'agriculture et l'industrie. Entre 1872 et 1911, le nombre d'étrangers double presque. Une loi de 1889 facilite leur intégration, en accordant la nationalité française aux étrangers nés en France, mais la xénophobie persiste.

Le massacre d'Aigues-Mortes (1893)

Dans la ville camarguaise d'Aigues-Mortes, la Compagnie des salins du Midi emploie de nombreux ouvriers italiens. Les 16 et 17 août 1893, une rixe entre ouvriers français et italiens dégénère en émeute meurtrière, alimentée par des rumeurs et un contexte diplomatique tendu entre la France et l'Italie. Selon le bilan officiel, huit ouvriers italiens ont été tués. Mais le nombre réel de victimes reste aujourd'hui discuté.

Doc 1 p. 201 : La réaction d'un journaliste au massacre d'Aigues-Mortes (1893)

Tout le monde s'est ému au récit des scènes sanglantes qui ont mis en deuil la paisible ville d'Aigues-Mortes. [...] Ils ont remis d'actualité cette question brûlante de la présence en France d'ouvriers étrangers. [...]

Deux écoles principales se combattent : l'une se plaçant sous l'autorité des principes de liberté et de fraternité inscrits dans nos constitutions, estime qu'ici comme en matière commerciale ou industrielle, il ne doit pas exister de réglementation. Le travail est soumis, comme toute chose, à la loi de l'offre et de la demande : on n'a pas à considérer la nationalité de l'ouvrier, mais seulement son aptitude au travail et l'importance de salaire qu'il exige. [...]

En face de cette école s'en place une autre, qui est composée de divers éléments. On y trouve à la fois des socialistes et des protectionnistes. Les premiers ont en vue le maintien du taux actuel des salaires, c'est-à-dire le bien-être plus grand des ouvriers. Les autres, se plaçant sur le terrain du bon sens, font le raisonnement suivant : « On protège le blé, on protège les sucres et les vins, pourquoi ne protégerait-on la main-d'œuvre nationale ? » [...] La présence d'étrangers en France constitue un danger permanent, souvent ces ouvriers seront des espions ; leur moralité est souvent douteuse, la criminalité est chez eux très élevée, 20 pour mille au lieu qu'elle n'est que de 5 pour mille chez les nôtres [...].

Mais tous ces arguments de morale sont réduits à néant par ce fait brutal, l'ouvrier étranger travaille à plus bas prix que l'ouvrier français. [...]

***Le Petit Méridional*, journal quotidien républicain, 21 août 1893.**

S'évaluer p. 202

Sujet 2 p. 203 :

Jean Jaurès est un homme politique et journaliste français, élu député dans le Tarn en 1885 pour la première fois. Il siège alors parmi les républicains « opportunistes », c'est-à-dire modérés. Battu en 1889, il est réélu en 1893 et siège désormais parmi les socialistes.

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le gouvernement ; ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et les ministres, mais, au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage. [...]

Il est la proie de tous les hasards, de toutes les servitudes et, à tout moment, s'il veut exercer son droit légal de coalition⁽¹⁾ pour défendre son salaire, il peut se voir refuser tout travail, tout salaire, toute existence par la coalition des grandes compagnies minières. [...]

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la Nation soit souveraine dans l'ordre économique pour

briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain.

Jean Jaurès, Discours à la Chambre des députés, 21 novembre 1893.

(1) La liberté syndicale et le droit de grève.

L'histoire par les objets p. 204 : Le vélo. Symbole de la Belle

Époque

D'un loisir de luxe à une pratique répandue

Inventé au début du XIX^e siècle, le vélo est d'abord réservé à une élite. Il connaît des évolutions techniques importantes dans les années 1860, comme l'ajout des pédales. À partir des années 1890, les modèles sont de plus en plus variés et accessibles : ouvriers, pompiers, médecins, agriculteurs ou militaires utilisent des vélocipèdes, que l'on commence à appeler « bicyclettes ». Le vélo n'est plus seulement un objet de loisir, il devient un moyen de locomotion pour une clientèle en expansion. Il est le symbole d'un progrès technique qui favorise la mobilité.

Les femmes à bicyclette : un débat de société

Cependant, la pratique du vélo est d'abord masculine. Son utilisation par les femmes fait peur à beaucoup : elle causerait chez elles des maladies (maux de tête, palpitations cardiaques, dépression, insomnie...), serait indécente et leur procurerait une trop grande autonomie. En France, le port du pantalon leur étant interdit, une circulaire de 1892 autorise le port de vêtements spéciaux pour celles qui font du vélo. Au Royaume-Uni, l'objet devient le symbole des suffragettes, ces militantes féministes qui réclament le droit de vote des femmes. Pour beaucoup de femmes, il est synonyme d'émancipation.

Un objet populaire et médiatique

Dans une société de consommation en plein essor, les fabricants, comme Peugeot ou Manufrance, multiplient les modèles adaptés à différents publics. La publicité fait

la promotion de cet objet de plus en plus populaire. La presse invente des événements sportifs en organisant des courses de vélos : *Le Petit journal* crée par exemple le Paris-Brest-Paris (1891), avant le Tour de France (1903). Les « vélocity-club » se multiplient et regroupent les adeptes d'une pratique sportive du vélo.

Doc 2 p. 205 : Les femmes à vélo

Andrée Téry (1870-1950) est une célèbre journaliste. Elle s'engage sur de nombreux sujets, en particulier les droits des femmes. Elle écrit dans le journal féministe La Fronde, fondé en 1897.

J'ai même entendu dire par une de mes amies, très ardente féministe : « Je suis convaincue que lentement, silencieusement, sournoisement, la bicyclette est en train d'accomplir dans nos mœurs une révolution imprévue, et qu'elle accélère en particulier l'émancipation féminine. C'est la jupe qui a fait de la femme un être débile⁽¹⁾, l'enfant malade, car elle interdit l'exercice, arrête son développement physique. La jupe est à la fois la cause et le symbole de notre faiblesse et par suite de notre servitude. N'a-t-elle pas la forme d'un éteignoir⁽²⁾ ? Béni soit le cyclisme libérateur ! [...] La culotte de bicyclette a commencé notre affranchissement ».

Andrée Téry dans *La Fronde*, 7 juillet 1900.

(1) Qui manque de force physique.

(2) Ustensile en forme de cône servant à éteindre une bougie.

Doc 3 p. 205 : « Un homme plus vite »

Maurice Leblanc (1864-1941) est l'auteur de nombreux romans policiers, dont les aventures d'Arsène Lupin. Le vélo est au cœur de l'intrigue de Voici des ailes !, roman d'abord publié en feuilleton, dans lequel deux couples entreprennent un voyage à vélo entre la Normandie et la Bretagne.

Certes l'homme n'a pas à se plaindre de sa taille, ni de sa force, ni de la largeur de sa poitrine, ni du développement de ses poumons, mais comparez son appareil de locomotion à celui des animaux, depuis le lion et le cerf jusqu'au chien et au lièvre : quelle infériorité ! Il n'avance pas, il se traîne. [...] Or, la bicyclette a résolu le problème. Elle remédie à notre lenteur et supprime notre fatigue. L'homme maintenant est pourvu de tous ses moyens. La vapeur, l'électricité n'étaient que des progrès servant à son bien-être. La bicyclette est un perfectionnement de son corps lui-même, l'achèvement, pourrait-on dire. C'est une paire de jambes plus rapides qu'on lui offre. Lui et sa machine ne font qu'un. Ce ne sont pas deux êtres différents comme l'homme et le cheval, deux instincts en opposition. Non, c'est un seul être, un automate d'un seul morceau. Il n'y a pas un homme et une machine. Il y a un homme plus vite.

Maurice Leblanc, *Voici des ailes !*, roman-feuilleton publié dans Gil Blas

du 11 au 29 décembre 1897.